



Appel du Comité Confédéral National aux syndicats de la Cgt

Sans revenir sur l'analyse de la situation, qui est détaillée dans d'autres communications de la CGT (communiqué de presse confédéral, tract aux salariés, etc.), **les organisations du CCN mesurent le caractère gravissime de la situation issue de l'élection du 9 juin 2024**. La crise démocratique s'est encore aggravée : la moitié des citoyens ne se sont pas déplacés. Et ceux qui se sont déplacés ont voté à plus de 36% pour des listes d'extrême-droite.

A la suite de ce résultat, le Président de la République a annoncé la dissolution de l'Assemblée Nationale, ce qui ouvre potentiellement les portes du pouvoir à l'extrême-droite.

Pour les organisations du CCN, il est indispensable d'alerter les syndicats et les syndiqués CGT sur la menace immédiate que fait peser cette situation sur le pays, sur les droits sociaux et sur l'activité syndicale elle-même.

NON, accéder au pouvoir ne fragilisera pas l'extrême-droite

Si l'extrême-droite obtient la majorité absolue à l'Assemblée Nationale, non seulement elle pourra écrire la loi, mais elle bénéficiera également des pouvoirs du Premier Ministre, du Gouvernement et du Président de l'Assemblée Nationale.

Or l'extrême-droite utilise toujours les pouvoirs qu'elle obtient pour tordre les règles et confisquer la démocratie. La mise sous contrôle des médias en Hongrie, le recours à la force par Bolsonaro au Brésil, les procédures juridiques extraordinaires (méga décret) pour prendre de cours l'opposition par Mileil en Argentine... les démonstrations contemporaines sont nombreuses !

Quelques exemples des pouvoirs qu'obtiendrait l'extrême-droite :

- Proposition de nomination des Préfets de police ;
- Proposition de nomination des procureurs de la République ;
- Nomination de 2 membres du Conseil de la Magistrature ;
- Désignation de 3 membres de l'ARCOM (contrôle des média et d'internet) ;
- Découpage électoral des circonscriptions législatives ;
- Décision ultime sur les licenciements de salariés protégés...

Nous ne pouvons donc pas jouer avec la situation. Il faut empêcher l'extrême-droite d'accéder au pouvoir

.

L'extrême-droite ciblerait prioritairement la CGT

La CGT serait directement dans le viseur du RN puisqu'elle représente l'un des plus gros contre-pouvoirs par son nombre d'adhérents, son implantation et son opposition idéologique aux thèses d'extrême-droite.

Le RN l'a montré en s'attaquant à nos mobilisations contre certaines réformes, ou en dénigrant nos modes d'action (la grève en particulier. Mais c'est localement, dans les endroits où ils ont le pouvoir, que l'attitude du RN est encore plus claire : à Hénin-Beaumont par exemple où le syndicat CGT a d'abord subi des pressions puis ses membres ont été stigmatisés individuellement, et enfin le secrétaire général a été muté puis révoqué sans justification en 2017. La stratégie de l'extrême-droite c'est la terreur contre ses opposants !

Nous devons mener la bataille du terrain et des idées

Nous pouvons informer, convaincre, motiver les salariés. Nous devons en faire une priorité. Les directions de syndicats doivent faire acte de volontarisme.

Le CCN appelle les syndicats à mettre en place de véritables plans de bataille et à en faire la priorité en supprimant toutes les activités non indispensables (en particulier les réunions institutionnelles avec le patronat) :

- Recensement des camarades disponibles chaque jour ;
- Plan de tournées dans l'entreprise (et avec les Unions Locales dans les entreprises où nous ne sommes pas implantés) ;
- Ecriture de tracts locaux ou tirage des tracts à disposition (tract confédéral ou autres) ;
- Convocation d'Assemblées Générales de syndiqués ;
- Convocation d'intersyndicale pour gagner l'implication la plus large possible des autres OS...
- Appels aux différentes initiatives citoyennes ou intersyndicales (par exemple les manifestations de ce samedi 15 juin 2024, les journées d'actions et de grève des 20 et 27 juin 2024).

Pas de chèque en blanc !

Les salariés sont essentiellement démobilisés par les expériences passées (trahisons des engagements). Nous ne leur proposons pas d'oublier cette réalité. Nous les appelons à voter pour des solutions qui correspondent à nos aspirations et à nos revendications, pour empêcher l'extrême-droite d'accéder au pouvoir tout en empêchant les macronistes de s'y maintenir.

Nos objectifs ne sont pas les places d'élus. Nous avons des objectifs sociaux, des revendications dont nous voulons la satisfaction. Notre syndicalisme est indépendant, exigeant et vigilant. Il s'agit de gagner l'amélioration de nos vies, de sortir de la période réactionnaire que nous connaissons depuis 20 ans. C'est impossible avec l'extrême-droite qui en sera au contraire un accélérateur. C'est impossible avec Macron et ses semblables qui sont à l'origine des lois régressives de ces dernières années. Il faut donc confier le stylo qui écrit la loi à des élus qui nous écoutent, et ne pas hésiter à se faire entendre d'eux pour imposer le respect des promesses.

La CGT est indépendante mais pas neutre !

Il faut renforcer la CGT !

Dans cette période, certains de nos syndiqués qui ont été convaincus par l'extrême-droite décideront peut-être de rendre leur carte face à la position intransigeante et engagée de la CGT. Nous devons tenter de remettre en cause leurs convictions d'extrême-droite mais à défaut, il faut assumer leur départ sans faiblir.

Et nous devons aussi mesurer que des centaines de milliers de salariés sont inquiets et se sentent impuissants face à l'impasse du duo Lepen/Macron. Nous pouvons leur offrir un cadre d'engagement, d'implication, d'utilité et d'efficacité. Beaucoup d'autres salariés n'ont pas forcément conscience de la situation et peuvent aussi nous rejoindre si nous les alertons.

Dans les déploiements que nous allons organiser dans les prochains jours, nous devons largement proposer l'adhésion à la CGT.

Dans tous les cas, faire monter les exigences revendicatives

Pour porter la question sociale dans le débat public et mettre ainsi en difficulté l'extrême-droite, pour s'impliquer de manière exigeante dans les élections, la meilleure manière est de multiplier les actions sur les cahiers revendicatifs.

Le patronat est à la manœuvre pour poursuivre l'exploitation des salariés tout en contenant leur mécontentement. L'extrême-droite représente une solution pour lui car l'autoritarisme dont elle ne manquera pas de faire preuve encore plus violemment que Macron permettra de faire passer de nouveaux reculs sociaux. Interpeller les employeurs dans toutes les entreprises, arracher des avancées salariales ou autres, c'est une manière de fragiliser cette stratégie du patronat, tout en apportant des réponses efficaces aux mécontentements des salariés.

Obtenir que nos vies changent pour le meilleur, ce n'est pas seulement un slogan. Cela doit s'inscrire dans notre militantisme ces prochaines semaines. Nos syndicats CGT de proximité en sont le pilier principal.

Le CCN appelle donc les syndicats et syndiqués à multiplier les initiatives revendicatives et les grèves pour obtenir satisfaction sur les exigences sociales que nous portons dans les entreprises et au niveau national.